

JOURNAL OFFICIEL

paraissant le 1^{er} et le 15 de chaque mois

ABONNEMENTS			MODALITES DE PAIEMENT		INSERTION
NIGER	{ 1 an -	25.000 FCFA	Les abonnements ou réabonnements et les annonces sont payables d'avance. Tout règlement s'effectue exclusivement par mandat postal ou chèque bancaire. Pour tout règlement en espèces, une quittance sera fournie.		Trois mille (3.000) francs CFA la ligne. Un minimum de perception de 30.000 FCFA. par annonce sera appliqué pour les insertions. Adresser les correspondances, textes à insérer, demandes de renseignements à : JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE DU NIGER B.P. 116 NIAMEY Téléphone : 72.39.30 / 72.20.59 Central Administratif : 72.36.00 Postes: 3081; 3255; 3725; 3726 ou 3313.
	{ 6 mois -	12.500 FCFA			
ETRANGER	{ 1 an -	38.000 FCFA			
	{ 6 mois -	19.000 FCFA			
VENTE AU NUMERO			FRAIS D'EXPEDITION		
	Année courante	Année antérieure	REGIME	FRAIS	
NIGER	1.000 FCFA	1.500 FCFA	Intérieur	5.000 FCFA	
ETRANGER	1.500 FCFA	2.000 FCFA	Extérieur	7.000 FCFA	
			International	10.000 FCFA	

SPECIAL N° 12

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DE L'EXECUTIF

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

Décret n° 2005-255/PM du 04 octobre 2005, mettant en place un dispositif institutionnel de la Stratégie de réduction de la pauvreté (SRP)

1035

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DE L'EXECUTIF

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

Décret n° 2005-255/PM du 04 octobre 2005, mettant en place un dispositif institutionnel de la Stratégie de réduction de la pauvreté (SRP).

Le Premier ministre,

Vu la Constitution du 9 août 1999 ;

Vu le décret n° 2002-006/PRN/PM du 15 janvier 2002, portant adoption du document de Stratégie de réduction de la pauvreté ;

Vu le décret n°2004-403/PRN du 24 décembre 2004, portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret n°2004-404/PRN du 30 décembre 2004, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2005-003/PRN du 7 janvier 2005, portant organisation des services du Premier ministre et fixant leurs attributions ;

Sur rapport du directeur de cabinet ;

Décrète :

TITRE I : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article premier – Il est mis en place sous l'autorité du Premier ministre, un dispositif institutionnel de la Stratégie de réduction de la pauvreté (SRP).

Art. 2 – Le dispositif institutionnel comprend les organes ci-après :

Au niveau national :

- un comité national de pilotage ;
- un comité national Gouvernement/Partenaires techniques et financiers ;
- un comité national de concertation et de dialogue ;
- les structures sectorielles ;
- un secrétariat permanent de la SRP.

Au niveau régional :

- un comité régional de concertation et de dialogue
- des comités sous-régionaux de concertation et de dialogue.

TITRE II : DISPOSITIF INSTITUTIONNEL AU NIVEAU NATIONAL

Chapitre 1 : Du comité national de pilotage

Art. 3 – Le comité national de pilotage est l'organe suprême du cadre institutionnel de la SRP. Il a pour mission de :

- 1) définir les grandes orientations politiques et stratégiques de la Stratégie de la réduction de la pauvreté (SRP) ;
- 2) veiller au respect des priorités définies dans la SRP lors de la programmation budgétaire ;
- 3) veiller à la participation de tous les acteurs au processus de révision, de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation de la SRP ;
- 4) approuver les documents et les soumettre au Gouvernement pour adoption ;
- 5) apprécier les effets de la mise en œuvre de la SRP sur le développement économique et social du pays.

Art. 4 – Placé sous la présidence du Premier ministre, le comité national de pilotage comprend :

- . le ministre chargé de l'aménagement du territoire et du développement communautaire ;
- . le ministre chargé de l'intérieur et de la décentralisation ;
- . le ministre chargé des ressources animales ;
- . le ministre chargé du développement agricole ;
- . le ministre chargé de l'hydraulique, de l'environnement et de la culture contre la désertification ;
- . le ministre chargé de l'éducation de base et de l'alphabétisation ;
- . le ministre chargé de la population et de l'action sociale ;
- . le ministre chargé de la promotion de la femme et de la protection de l'enfant ;
- . le ministre chargé de la santé publique et de la lutte contre les endémies ;
- . le ministre chargé de l'équipement ;
- . le ministre chargé de l'économie et des finances ;
- . le directeur des cabinets du Président de la République ;
- . le directeur de cabinet du Premier ministre ;
- . un représentant des partenaires au développement bilatéraux ;

. un représentant des partenaires au développement multilatéraux ;

. un représentant de la chambre de concertation des ONG et associations de développement.

Art. 5 – Le comité se réunit en session ordinaire tous les six (6) mois sur convocation de son président.

Il peut se réunir en session extraordinaire chaque fois que de besoin sur convocation de son président.

Le secrétariat des réunions est assuré par le secrétariat permanent de la SRP.

Chapitre 2 : Du comité national Gouvernement/Partenaires techniques et financiers

Art. 6 – Le comité Gouvernement/Partenaires techniques et financiers a pour mission de :

1. veiller au maintien d'un dialogue régulier entre le Gouvernement et les Partenaires techniques et financiers sur le processus de préparation et de suivi de la mise en œuvre de la SRP ;
2. favoriser la coordination et l'harmonisation des interventions des différents acteurs du développement ;
3. faciliter la mobilisation des ressources financières nécessaires à l'élaboration et à la mise en œuvre de la SRP ;
4. appuyer le renforcement des capacités dans la mise en œuvre de la SRP ;
5. veiller à l'alignement des appuis des partenaires techniques et financiers au cycle budgétaire ;

Art. 7 – Placé sous la présidence du ministre chargé de l'économie et des finances, le comité Gouvernement/Partenaires techniques et financiers comprend :

- . le ministre chargé des affaires étrangères, de la coopération et de l'intégration africaine ;
- . le ministre chargé du commerce et de l'industrie, de l'artisanat et de la promotion du secteur privé ;
- . le conseiller économique du Président de la République ;
- . le conseiller économique du Premier ministre ;
- . le commissaire au développement au ministère de l'économie et des finances ;
- . le commissaire à l'économie au ministère de l'économie et des finances ;
- . un représentant de chaque partenaire au développement bilatéral ;
- . un représentant de chaque partenaire au développement multilatéral ;
- . le président de la Chambre de commerce, d'agriculture, d'industrie et d'artisanat du Niger (CCAIN) ;
- . le président du patronat ;
- . le président de l'association des professionnels des banques ;
- . trois (3) représentants du collectif des ONG internationales.

Art. 8 – Le comité Gouvernement/Partenaires techniques et financiers se réunit en session ordinaire tous les trois (3) mois sur convocation de son président.

Il peut se réunir en session extraordinaire chaque fois que de besoin sur convocation de son président.

Le secrétariat des réunions est assuré par le commissaire au développement du ministère en charge de l'économie et des finances, en relation avec le secrétariat permanent de la SRP.

Chapitre 3 : Du comité national de concertation et de dialogue

Art. 9 – Le comité national de concertation et de dialogue a pour mission de :

1. servir de cadre de concertation et de dialogue entre le Gouvernement et toutes les parties prenantes sur les politiques et stratégies de réduction de la pauvreté ;
2. informer et sensibiliser tous les intervenants dans le processus, sur les enjeux de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation de la SRP ;
3. amener tous les intervenants à participer activement à la révision, à la mise en œuvre, au suivi et à l'évaluation de la SRP ;
4. veiller à la prise en compte des aspirations des populations, des élus et de la société civile dans l'élaboration et la mise en œuvre de la SRP.

Art. 10 – Placé sous la présidence du ministre chargé du développement communautaire, le comité de concertation et de dialogue comprend :

- . le secrétaire général du ministère de la formation professionnelle et technique et de l'emploi des jeunes ;
- . le secrétaire général du ministère de la promotion de la femme et de la protection de l'enfant ;
- . le secrétaire général du ministère de la population et de l'action sociale ;
- . le secrétaire général du ministère de la fonction publique et du travail ;
- . le secrétaire général du ministère de l'intérieur et de la décentralisation ;
- . le conseiller social du Président de la République ;
- . le conseiller en développement du Premier ministre ;
- . un représentant par groupe parlementaire à l'Assemblée nationale ;
- . quatre(4) représentants de la Chambre de commerce, d'agriculture, d'industrie et d'artisanat du Niger ;
- . un représentant par programme national de développement ;
- . quatre représentants des Forces de défense et de sécurité ;
- . un représentant de la plate-forme paysanne ;
- . un représentant de l'UNC ;
- . un représentant par centrale syndicale ;
- . un représentant par collectif des ONG et associations féminines ;
- . deux représentants des associations des jeunes ;
- . trois représentants des associations religieuses ;
- . deux représentants de la Commission nationale des droits de l'Homme et des libertés fondamentales ;
- . deux représentants des associations des droits de l'Homme et de défense de la Démocratie ;
- . trois représentants de la communauté universitaire ;
- . un représentant de l'association des sans emplois ;
- . un représentant de l'association des consommateurs ;
- . un représentant de l'association nigérienne de lutte contre la corruption ;
- . deux représentants de la chambre de concertation des ONG et associations de développement ;
- . un représentant de l'association nationale des chefs traditionnels ;

. un représentant de la coordination des associations des éleveurs ;

- . un représentant de l'association des économistes du Niger ;
- . un représentant du Parlement des jeunes.

Art. 11 – Le comité national de concertation et de dialogue se réunit en session ordinaire tous les six (6) mois sur convocation de son président.

Il peut se réunir en session extraordinaire chaque fois que de besoin sur convocation de son président.

Le secrétariat des réunions est assuré par le secrétaire général du ministère en charge du développement communautaire, en relation avec le secrétariat permanent de la SRP.

Chapitre 4 – Des structures sectorielles

Art. 12 – La mise en œuvre de la Stratégie de réduction de la pauvreté s'appuie sur les stratégies sectorielles élaborées par les ministères techniques.

Plusieurs ministères peuvent s'associer pour élaborer une stratégie sectorielle commune à un secteur spécifique.

Un comité interministériel peut être créé par arrêté du Premier ministre pour gérer une stratégie sectorielle commune.

Art. 13 – Les ministères techniques sont chargés de :

1. l'élaboration des stratégies sectorielles ;
2. l'exécution et le suivi des projets et programmes sectoriels ;
3. l'harmonisation des interventions des partenaires au développement au niveau des programmes sectoriels ;
4. l'élaboration des rapports annuels sectoriels qui sont transmis au secrétariat permanent.

Art. 14 – Chaque ministère désigne un point focal. Le point focal est l'interlocuteur direct du secrétariat permanent de la SRP. A ce titre il est chargé notamment de :

1. participer à tous les travaux organisés dans le cadre du suivi de la mise en œuvre de la SRP ;
2. fournir toute information ou documentation concernant la mise en œuvre de la stratégie sectorielle de la structure dont il relève dans le cadre de l'élaboration du rapport d'étape, de la révision de la SRP ou de la conduite d'études spécifiques ;
3. rendre compte à la structure dont il relève des activités menées au titre du suivi de la mise en œuvre de la SRP, ainsi que les attentes relevant du secteur considéré.

Chapitre 5 : Du secrétariat permanent

Art. 15 – Placé sous la direction d'un coordonnateur, le secrétariat permanent a pour mission de coordonner le processus de préparation de la Stratégie de réduction de la pauvreté, d'en assurer le suivi de la mise en œuvre ainsi que la révision régulière.

Art. 16 – Les moyens de fonctionnement du secrétariat permanent sont pris en charge par les ressources PPT. Le secrétariat permanent peut également bénéficier de tout autre appui matériel, financier ou technique en vue de l'accomplissement de sa mission.

Art. 17 – L'organisation et les attributions des membres du secrétariat permanent sont fixées par arrêté du Premier ministre.

Art. 18 – Le coordonnateur du secrétariat permanent et les responsables des différents domaines d'activités sont nommés par le Premier ministre avec respectivement rang de conseiller principal et rang de conseiller technique du Premier ministre.

TITRE III : DISPOSITIF INSTITUTIONNEL AU NIVEAU REGIONAL

Art. 19 – Dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie de réduction de la pauvreté (SRP), il est créé aux niveaux régional et sous-régional :

- un comité régional de concertation et de dialogue ;
- des comités sous-régionaux de concertation et de dialogue.

Chapitre 1 : Du comité régional de concertation et de dialogue

Art. 20 – Le comité régional de concertation et de dialogue a pour mission de :

- 1) servir de cadre de concertation et de dialogue entre les autorités régionales, les élus et la société civile sur la mise en œuvre de la Stratégie de réduction de la pauvreté ;
- 2) informer et sensibiliser tous les intervenants dans le processus au niveau régional sur les enjeux de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation de la SRP ;
- 3) amener tous les intervenants au niveau régional à participer activement à la mise en œuvre, au suivi et à l'évaluation de la SRP ;
- 4) veiller à la prise en compte des aspirations des populations, des élus et de la société civile dans la mise en œuvre de la SRP au niveau régional ;
- 5) élaborer la contribution régionale dans la mise en œuvre et la révision de la SRP.

Le comité élabore un rapport annuel. Ce rapport est transmis au secrétariat permanent.

Art. 21 – Placé sous l'autorité du gouverneur, le comité régional de concertation et de dialogue est composé :

- des préfets ;
- des présidents des conseils régionaux ;
- des responsables des services déconcentrés de l'Etat ;
- des représentants des structures de la société civile en activité dans la région ;
- de deux représentants de l'association nationale des chefs traditionnels ;
- des partenaires techniques et financiers.

Art. 22 – Le secrétariat du comité régional de concertation et de dialogue est assuré par le directeur régional du développement communautaire.

Il dresse un procès-verbal des délibérations qui est transmis au secrétariat permanent.

Art. 23 – Le comité régional de concertation et de dialogue se réunit en session ordinaire tous les six (6) mois sur convocation du président.

Il peut se réunir en session extraordinaire chaque fois que de besoin sur convocation de son président.

Chapitre 2 : Des comités sous-régionaux de concertation et de dialogue

Art. 24 – Les comités sous-régionaux de concertation et de dialogue ont pour mission de :

- 1) organiser les populations et les autres acteurs du développement en vue de participer activement aux travaux de révision, de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation de la SRP ;
- 2) accueillir et organiser les missions de terrain et les différents ateliers relatifs à la SRP ;
- 3) faciliter la concertation et le dialogue entre les différentes équipes et les populations dans le cadre des études, enquêtes et autres rencontres ;

4) participer à l'élaboration des rapports semestriels des comités régionaux.

Art. 25 – Placé sous l'autorité du préfet, chaque comité sous-régional de concertation et de dialogue est composé :

- des maires ;
- des responsables des services techniques ;
- des représentants de l'association nationale des chefs traditionnels ;
- des représentants des structures de la société civile ;
- des partenaires techniques et financiers.

Art. 26 – Le secrétariat de chaque comité sous-régional de concertation et de dialogue est assuré par le chef du service du développement communautaire.

Il dresse un procès-verbal des délibérations qu'il transmet au comité régional de concertation et de dialogue.

Art. 27 – Les comités sous-régionaux de concertation et de dialogue se réunissent en session ordinaire tous les trois (3) mois sur convocation du président.

Ils peuvent se réunir en session extraordinaire chaque fois que de besoin sur convocation du président.

TITRE IV : DISPOSITIONS FINALES

Art. 28 – Les organes du dispositif institutionnel de suivi de la mise en œuvre de la Stratégie de la réduction de la pauvreté (SRP) peuvent faire appel à toute personne physique ou morale dont ils jugent les compétences nécessaires à l'accomplissement de leurs missions.

Art. 29 – Le ministre chargé de l'aménagement du territoire et du développement communautaire, le ministre chargé de l'économie et des finances, le ministre chargé de l'intérieur et de la décentralisation sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent décret qui abroge toutes dispositions antérieures contraires.

Art. 30 – Le présent décret sera publié au *Journal Officiel* de la République du Niger.

Fait à Niamey, le 04 octobre 2005.

Le Premier ministre

Hama Amadou

Le ministre de l'aménagement du territoire
et du développement communautaire

Mahaman Moussa

Le ministère de l'intérieur et de la
décentralisation P.I

Hassane Souley dit Bonto.